TL 223

LIBERTÉ POUR LE TIMOR ORIENTAL

Le Timor Oriental est un territoire non-autonome envahi et occupé par l'Indonésie depuis 1975. Dans cette ancienne colonie portugaise était alors en préparation le processus de décolonisation, la démocratisation du Portugal permettant aux timorais l'exercice de l'autodétermination, en accord avec le Droit International.

Pour empêcher l'indépendance du Timor Oriental, l'Indonésie fomenta l'instabilité et envahi le territoire le 7 Décembre 1975.

En 1976 elle proclama l'intégration du Timor Oriental dans la République d'Indonésie, contre les Résolutions de l'Assemblée Générale et du Conseil de Sécurité des Nation Unies qui reconnaissent "*le droit du peuple du Timor Oriental à l'autodétermination et à l'indépendance*" et "*appelle le gouvernement indonésien à retirer sans délai toutes ses forces armées du territoire*".

En conséquence de l'occupation 200.000 timorais sont morts, environ un tiers de la population totale. Arrestations arbitraires, tortures, disparitions forcées sont pratiques quotidiennes du nouveau colonisateur indonésien contre la population timoraise. Le massacre de Santa-Cruz le 12 Novembre dernier, qui a atteint essentiellement des jeunes, n'a été qu'un épisode de cette pratique.

Devant cette situation, nous exigeons l'accomplissement intégral des Résolutions approuvées par le Parlement Européen et par le Conseil des Ministres de la Communauté Européenne dans lesquelles les fondamentaux des timorais sont ré-affirmées.

La C.E. doit faire pression sur l'Indonésie, exigeant:

- **la libération de tous les prisonniers politiques timorais;**
- **une enquête de niveau international, crédible, au massacre du 12 Novembre;**
- **l'ouverture du territoire aux journalistes, organisations de défense des Droits de l'Homme et autres observateurs internationaux;**
- **l'ouverture de négociations sans pré-conditions, en présence des parties intéressées - Portugal, Indonésie et représentants du peuple timorais - sous les auspices des Nation-Unies.**

Les États Membres de la C.E. doivent mettre fin à l'aide économique et militaire au régime dictatorial indonésien jusqu'à ce que la légalité internationale soit rétablie au Timor Oriental et que le peuple puisse exercer librement son droit à l'autodétermination.

Lisbonne, le 26 Juin 1992

* A Paz é Possível em Timor-Leste
* Assistência Médica Internacional - AMI
* Assoc. Guineense de Solidariedade Social
* Associação Jovens por Timor
* Centro de Inf. e Doc. Amílcar Cabral - CIDAC
* Centro de Reflexão Cristã - CRC
* Comissão para os Direitos do Povo Maubere
* Conf. Geral Trab. Portugueses - CGTP/IN
* Conselho Nacional da Juventude - CNJ
* Forum Estudante
Jovens Unidos por Timor
* Movimento Alfacinha
* Movimento Cristão para a Paz - MCP
* Mov. Est. Universitários pelos Direitos Humanos
* Movimento 'Évora por Timor'
*Movimento Pró-Timor de Leiria
* Paz e Justiça para Timor-Leste
* Sindicato dos Jornalistas
* União Geral de Trabalhadores - UGT